

PROGRAMME REGIONAL DE L'UNESCO POUR
L'EDUCATION D'URGENCE, LA COMMUNICATION ET LA
CULTURE DE LA PAIX (UNESCO PEER)

APPROCHE REGIONALE A LA GESTION ET A LA
TRANSFORMATION DES CONFLITS DANS LA REGION DES
GRANDS LACS

NAIROBI (KENYA)

29 -30 AVRIL 1999

RAPPORT

La Région des Grands Lacs est caractérisée par une grande insécurité et instabilité politique, économique et sociale. La région est devenue synonyme de conflit, de génocide et d'épuration ethnique. Elle traverse depuis plusieurs années déjà une profonde crise de société qui menace les fondements mêmes des Etats et qui plonge les groupes ethniques dans une lutte fratricide qui à une période de l'histoire de l'Afrique et de l'humanité que l'on croyait révolue. Les génocides et massacres successifs au Rwanda et au Burundi depuis l'accès à l'indépendance de ces deux pays, contrairement à ce que l'on aurait souhaité, n'a pas servi d'exemple ni à ces deux pays, ni aux autres États de la région. Aujourd'hui, partout dans la région, le risque se renouvelle d'un nouveau génocide qui ne dit pas son nom. La guerre en République Démocratique du Congo attire dans son brasier de plus en plus de belligérants : La République Démocratique du Congo, le Rwanda, l'Ouganda , le Burundi, le Zimbabwe, la Namibie, le Tchad, le Soudan... et par extension, la Zambie, l'Afrique du Sud, et peut-être demain d'autres pays encore.

Quelle que soit l'analyse qu'on peut faire des causes de cette guerre, il reste néanmoins que les deux raisons fondamentales sont la pauvreté et la lutte forcenée pour le pouvoir politique.

Les médiations des Etats de la région appuyés par l'Organisation de l'unité Africaine et l'Organisation des Nations Unies n'ont pas encore obtenues les résultats escomptés et butent jusqu'ici à l'absence d'une véritable volonté politique de la part des belligérants à trouver une solution négociée, ceci suppose que cette guerre a des agendas cachés, qui rendent encore plus difficile la tâche des médiateurs du fait de la difficulté de cerner, dans ces conditions-là, les causes profondes et les objectifs non avoués de la guerre.

Au-delà de la crise actuelle et quel que soit son dénouement, les peuples et Etats de la région sont condamnés à s'entendre sur une vision commune des voies et moyens de résoudre la crise actuelle et jeter les bases d'une solution durable qui prendrait en compte les intérêts et les préoccupations de tous indépendamment de l'appartenance ethnique ou de l'affiliation politique. Cela ne pourrait se faire que dans le cadre d'une réflexion concertée qui prendrait en considération tous les paramètres du problème et déboucherait sur l'élaboration d'un cadre conceptuel pour sa solution. Ce cadre pourra par la suite faire l'objet d'un examen minutieux (le la part (les représentants pleinement accrédités des différents belligérants pour le peaufiner et négocier les aspects concrets et pratiques de sa mise en oeuvre Si la deuxième étape est nécessairement et essentiellement politique, la première eut lieu dans un cadre informel.

Dans le cadre de son mandat régional de Culture de paix, le Programme Régional UNESCO pour l'Éducation d'Urgence, la Communication et la Culture de la Paix (UNESCO PEER) et JULIUS NYERERE FONDATION ont voulu apporter leur contribution à la réflexion informelle sur la crise de la Région des Grands Lacs en organisant la rencontre informelle réunissant des participants des pays de la région pour échanger les points de vue sur les causes profondes de la crise et les voies et moyens de sa solution. Cette rencontre intitulée « APPROCHE RÉGIONALE A LA GESTION ET LA TRANSFORMATION DES CONFLITS DANS LA RÉGION DES GRANDS LACS » eut lieu du 29 au 30 Avril 1999 au sein du complexe des Nations Unies à Nairobi(KENYA).

La Conférence fut ouverte par l'honorable David MOROGO, Vice Ministre des Affaires Étrangères, représentant l'honorable Dr. BONAYA A. GODANA, E.G.H., M.P. Ministre des Affaires Etrangères du Kenya.

Au cours (le son allocution d'introduction, Monsieur Nureldin SATTI, Représentant Spécial du Directeur Général de l'UNESCO pour la Corne d'Afrique, l'Afrique Centrale et les Grands Lacs et Directeur du Programme PEER, s'est déclaré satisfait de la participation des délégations venues du Burundi, de la République Démocratique du Congo, du Kenya, du Rwanda, de la Tanzanie et (le l'Ouganda.

De même a-t-il salué la présence des membres du corps diplomatique ainsi que les Représentants (les Organisations Internationales présents dans la salle.

Après avoir présenté le Programme UNESCO sur la Culture de la Paix, les raisons de la déclaration de l'an 2000 Année Internationale de la Culture de la Paix, une brève description des activités du Programme PEER fut faite.

Parlant du rôle de l'UNESCO dans cette Conférence, Monsieur SATTI a précisé que l'Organisation n'était qu'un facilitateur, dont le rôle se limitait à fournir un espace de dialogue et de réflexion pour des discussions informelles.

La Conférence devrait aboutir à une meilleure compréhension des causes des conflits dans la région, la promotion de nouveau modes d'action et la mise sur pied d'une structure régionale de réflexion.

Le Directeur du programme UNESCO PEER procéda ensuite à la présentation des différents thèmes de la rencontre.

Les thèmes qui feront l'objet de débats lors de cette réunion traiteront de :

1 GENESE ET NATURE DU CONFLIT

Sous ce thème seront débattues les questions afférentes aux causes profondes des conflits dans la région. Cela inclut les aspects historiques, socioculturels, politiques et économiques ainsi que la question de l'identité transfrontalière, des minorités ethniques, des réfugiés et des ressources économiques.

2 POUR DE NOUVELLES FORMES DE SECURITE POUR TOUS

Les Etats individuellement et collectivement ont besoin d'être sécurisés de manière multiples, notamment dans leur souveraineté., l'étanchéité de leurs frontières ou bien la protection de ces frontières (les attaques des groupes rebelles.

Quant aux populations, elles ont besoin de jouir de leur statut de citoyens duquel découlent leur participation au pouvoir, la répartition équitable des ressources, les libertés démocratiques, l'accès à l'emploi à l'éducation etc. Ce thème traitera donc de tous ces aspects v compris l'organisation (les sociétés et des Elats de la région et les relations inter - étatiques et interethniques.

3 POUR UNE COOPÉRATION ET UNE INTEGRATION RÉGIONALE

La solution régionale étant le corollaire des initiatives nationales ce thème abordera la question de l'intégration régionale conçue sur la base d'un consentement mutuel et de bénéfices partagés sans contrainte ni coercition. Des axes aussi variés que la coopération politique, économique, intellectuelle, socioculturelle, seront abordés. De même, les groupes esquisseront des réflexions sur la libre circulation des biens et des personnes, des initiatives communes des opérateurs économiques ou des populations à la base.

Dans son allocution, le Représentant du Ministre des Affaires Etrangères, l'honorable David MOROGO a mis l'accent sur la situation de crise globale que connaissent les pays africains, notamment le Soudan, l'Angola, la République Démocratique du Congo, Sierra Leone, l'Éthiopie, l'Erythrée etc., crise dont les origines sont à la fois historiques, politiques, économiques et 'socioculturelles. Il a ensuite salué les initiatives des Organisations SousRégionales, de l'OUA et de l'UNESCO qui contribuent à intensifier les efforts de recherche de solutions durables aux conflits dans la Région des Grands Lacs.

Avant de déclarer ouverts les travaux de la Conférence, Le Représentant du Ministre des Affaires Étrangères a rappelé les efforts indéfectibles menés dans la région par Président ARAP MOI et le Gouvernement du Kenya, pour trouver des solutions négociées aux conflits dans la région, ainsi que leur soutien aux initiatives de paix présent par l'OUA et la Southern African Development Community(SADC).

La première session fut consacrée à la présentation du Thème I

«ORIGINES ET IMPACT DU CONFLIT DANS LA RÉGION DES GRANDS LACS ».

Cet exposé fut présenté par le professeur ELIKIA M'BOKOLO, Directeur de recherche à l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales à Paris. La présidence de la séance fut assurée par le prolèsserir Tarsis KABWEGYERE, Conseiller du Président de l'OUGANDA pour les Grands lacs Les rapporteurs furent Bruno MPONDO-EPO et Laila MINJA

Le professeur M'bokolo a présenté ce thème en répondant à trois questions

1) DE QUELLE CRISE S'AGIT-IL

Cette partie a permis de poser le problème de la prise du pouvoir, de sa conservation, ainsi que (les méthodes et stratégies pour le conserver. Conséquence de ce problème, les pays des Grands Lacs ont connu d'abord des crises nationales, ensuite une régionalisation des conflits Prise du pouvoir par les armes en Ouganda ; Conflits ethniques au Burundi et Rwanda ; Révolution et Contre Dévolution au Congo.

La Régionalisation (le la crise s'opère avec la naissance des bandes armées ou des mouvements (le populations et des groupes rebelles.

2 LA CRISE EST-ELLE UNIFORME Sous ses aspects spécifiques, la crise des Grands Lacs a une constante : elle paralyse les efforts de développement national, et en se régionalisant, bouleverse du même coup l'intégration régionale.

3 QUELLES SONT LES CAUSES DE LA CRISE ET QUI SONT LES RESPONSABLES

Il a été identifié comme causes : le paradigme segmentaire qui met en avant la question ethnique (Burundi et Rwanda), le sentiment nationaliste (Ouganda, RDC). A côté de ces causes, l'orateur a également cité les facteurs sociaux, l'éducation, les médias et les jeux de puissance des États de la région. Le rôle des acteurs externes a par ailleurs été jugé non négligeable dans la crise. Si ces facteurs expliquent les crises nationales, le découpage des frontières qui favorise la présence des groupes ethniques de part et d'autre des frontières, est une cause supplémentaire de la crise.

Au-delà de toutes ces causes, la pauvreté liée aux problèmes économiques est un facteur fondamental de la crise.

Cette présentation a donné lieu à des discussions, desquelles il est ressorti les aspects ci-après CAUSE DE LA CRISE

- LE PROBLEME ETHNIQUE
- LA CONQUETE ET LA GESTION DU POUVOIR
- D'INFLUENCE DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
- LE MANQUE DE CULTURE POLITIQUE
- LE SYSTEME DE SOCIALISATION DES ENFANTS (EDUCATION, MEDIA)
- LA QUESTION DES FRONTIERES
- LA PAUVRETS SOLUTIONS A LA CRISE
- ORGANISATION DE LA SOCIETE CIVILE AU NIVEAU RÉGIONAL
- HARMONISER LES PROCÉDURES DE REGLEMENT DES CONFLITS
- REFORMER LE SYSTEME ÉDUCATIF
- FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT D'UNE CULTURE POLITIQUE

La deuxième session fut consacrée à la présentation du thème II « POUR DE NOUVELLES FORMES DE SECURITE POUR TOUS ». Le présentateur fut le professeur ELIKIA M'BOKOLO. La séance se tint sous la présidence de l'honorable BÉATRICE KIRASO, député au Parlement Ougandais et le rapport préparé par Laila MANJI et Bruno MP'ONDO-EPO.

Le thème fut abordé sous deux angles et six aspects : d'abord la SECURITE DES ÉTATS entendu au sens DÉFENSE NATIONALE et la SECURITE DES POPULATIONS

a) LA SECURITE DES ÉTATS

La présentation de cette communication permet au conférencier de s'interroger et de poser la question de la justification du conflit pour des raisons de sécurité intérieure et extérieure des Etats. Par ailleurs, le double langage des hommes politiques de la région sur les questions de sécurité au niveau interne et au niveau des frontières renforce la méfiance entre les Etats de la région. Cependant, seule la coexistence pacifique basée sur une vision commune peut garantir cette sécurité. Malheureusement, celle-là n'existe pas dans la région.

b) LA NATURE DE L'ÉTAT

Par définition, un Etat, est un espace géographique bien défini, avec une population, des institutions fiables et géré selon les normes de droit. Or la plupart des Etats de la région sont désagrégés, désorganisés ce qui fragilise la sécurité à l'intérieur de leurs frontières.

c) LA QUESTION DE LA NATION

La conscience d'appartenance à une même Nation est encore faible dans la plupart des Etats de la région, ce qui justifie des comportements sectaires, dans lesquels les Droits des minorité ne sont pas toujours respectés. Or tout ceci a une relation avec la sécurité intérieure et extérieure des Etats.

d) LE RESPECT DES REGLES DE LA DÉMOCRATIE

Les principes universels qui gouvernent la gestion des Etats modernes sont loin de trouver leur application dans les pays des Grands Lacs, et derrière les appellations de régimes progressistes existent en réalité des Gouvernements autoritaires. Or ce mode de gouvernance ne garanti nullement la cohésion sociale.

e) LA QUESTION DES FRONTIERES

Malgré le principes de l'intangibilité des frontières accepté par tous les Etats, la question de la mobilité des populations à travers les frontières divise encore les Etats. Pourtant, il existe des solutions qui, à moyen et long terme, favoriseront les flux migratoires sans causer de désordre grave. Les Etats des Grands Lacs devraient s'accorder sur ces possibilités sans lesquelles des heurts seraient toujours rendus plausibles.

f) LES CONDITIONS ÉCONOMIQUES DES POPULATIONS

Dans la situation actuelle des condition de vie quotidienne des population de la plupart des Ftats de la région il est difficile d'envisager la paix sociale. Malgré l'existence des richesses naturelles, la redistribution ne profite qu'à une minorité, l'élite dirigeante. Cette situation est favorable à la contestation sociale, donc à l'insécurité

La présentation de ce deuxième thème a donné lieu à des discussions sur la construction de la démocratie, la nature des règles de dévolution et de gestion du pouvoir, la nature des relations entre l'État et la société, la gestion de la mobilité transfrontalière etc.

Il a été relevé

QUE LES ÉLITES INTELLECTUELLES ET POLITIQUES DOIVENT REFLECHIR
AUX NOUVELLES FORMES DE GESTION POLITIQUE
QUE L'ÉDUCATION AUX PRINCIPES UNIVERSELS EST INDISPENSABLE
QUE LA REFORME DE L'ÉTAT DOIT FAVORISER LE RAPPROCHEMENT DES
GOUVERNANTS ET DES GOUVERNES
QUE LA SOLUTION A LA SECURITE DE L'ÉTAT PASSE PAR LA SECURITE DES
POPULATIONS
QUE LA VOIE DU DIALOGUE EST LA MEILLEURE POUR RAMENER LA PAIX
DANS LA RÉGION
QUE LA CONSTITUTION D'UNE STRUCTURE DE RÉFLEXION AU NIVEAU
RÉGIONAL PERMETTRAIT D'APPORTER DES ELEMENTS DE RÉPONSE A
TOUTES CES INTERROGATIONS.

Le troisième thème

« COOPÉRATION ET INTÉGRATION RÉGIONALE » fut présenté par Dr. Joseph BUTIKU, Directeur Exécutif de la Fondation Mwaliinu Julius NYERERE. Le Recteur de l'Université du Burundi, le Dr. Gilbert MIDENDE présida la séance, le rapport étant assuré par Bruno MPONDO-EPO et Laila MANJI.

L'intervenant définit le concept de Coopération et d'Intégration régionales comme un processus et une condition par lesquels des États-nations implantés dans une aire géographique contiguë partagent leur autorité en matière de prise de certaines décisions dans une perspective d'intérêt mutuel. Ce concept, selon l'auteur, englobe diverses activités sociales, économiques, politiques et culturelles dont voici les principaux aspects:

- a.) - le consensus sur certaines tâches communes;
- b.) - les institutions communes jouissant des pouvoirs d'exécution, et enfin,
- c.) - le transfert partiel de la souveraineté des administrations nationales aux institutions communes supranationales.

Cependant, la conception de la coopération et de l'intégration régionales telle que définie, comporte une limite. La question fondamentale des valeurs, des idéaux et des intérêts que ce projet est censé servir semble aller de soi. Mais, on cherche difficilement à savoir qui définit les tâches, détermine la forme et la dimension des institutions, ou bien décide de l'importance du partage de la souveraineté des États ou des Nation-., En d'autres termes la question de savoir pour quoi, comment et pour qui est conçu ce projet de coopération et d'intégration est, soit totalement ignorée, soit considérée comme déjà résolu.

Aussi, les Programmes de coopération et d'intégration régionales durables doivent avoir comme base une vision claire du type de société que les États d'une même région veulent mettre en place pour servir leurs populations. Le projet doit s'inspirer d'une analyse sérieuse des valeurs, idéaux et principes en vigueur dans ces États. Il doit également provenir de la décision et de l'engagement définitifs des populations

et plus spécialement des gouvernements et des dirigeants de ces États de développer et de défendre ces principes, valeurs, idéaux et systèmes de valeurs . L'évaluation régulière doit englober l'énonciation de ces idéaux tels que : la notion de développement, la démocratie, l'état de droit, les initiatives privées, toutes les libertés notamment celle de la presse, de la parole, d'association, de confession, ainsi que les droits de l'homme tels que le droit à l'épanouissement, à l'éducation, à la santé, au logement décent, le droit de choisir un gouvernement ou d'en faire partie, le droit à la liberté, etc.

Au titre des orientations, le conférencier a estimé, qu'un programme de coopération et d'intégration régionales viables doit comporter les caractères essentiels ci-après:

- Une unicité de vue sur le type d'États-nations membres et sur le modèle d'institution d'intégration régionale dont les populations veulent se doter.
- Une conception juste des objectifs du programme d'intégration
- Une conception honnête des tâches imparties aux nouveaux États-nations dans le cadre de la Région et de la Nouvelle Région elle-même.
- La nécessité d'une éducation appropriée: l'Éducation n'est jamais neutre: elle sert à véhiculer des valeurs, une culture, des connaissances, des expériences et des systèmes de valeurs.
- La volonté affirmée de payer le prix de la coopération et de l'intégration régionales: tous les États membres doivent manifester une volonté et un effort conscient et délibéré de sacrifier à court terme un peu de leur souveraineté nationale au profit des objectifs et intérêts qui à long terme font de leur région un espace plus grand, plus puissant et plus viable sur les plans économique et politique
- La nécessité d'une gestion des ressources et d'une planification économique coordonnée au niveau régional.
- La coopération et l'intégration doivent favoriser et encourager toutes les activités lucratives de l'homme; il doit également permettre aux populations de la région de concevoir et de développer leurs propres capacités de développement endogène et une qualité de vie susceptible d'assurer leur bonheur. Les discussions ont permis de mettre de mettre l'accent sur

L'INFORMATION DES POPULATIONS SUR LES BÉNÉFICES DE L'INTÉGRATION ET LA RECONNAISSANCE DE CES BÉNÉFICES
LA NÉCESSITE DES LANGUES COMMUNES AU NIVEAU RÉGIONAL ET CONTINENTAL

LE DÉVELOPPEMENT DE LA COOPÉRATION INTER UNIVERSITAIRE
NÉCESSITE D'UN OBSERVATOIRE DE GÉOPOLITIQUE DANS LA RÉGION LE FORUM DES GRANDS LACS

La cérémonie de clôture a été ponctuée par la présence du Ministre de l'Education Nationale et Président de la Commission Nationale du Kenya pour l'UNESCO, l'honorable KALONZO MUSYOKA. Dans son allocution , le Ministre a mis l'accent sur la reconnaissance de La Culture, comme nouvelle approche dans la recherche de solutions aux conflits. De même, a-t-il rappelé les efforts du Gouvernement du Kenya et l'implication personnelle de son Excellence ARAP MOI, dans la recherche de solutions pour ramener la paix dans la région.

Le Ministre a souhaité, que les recommandations de la Conférence soient portées à la connaissance des leaders politiques, religieux et de la société civile pour que ces derniers puissent en extraire des axes d'actions favorisant le retour à la paix dans la région.

Avant déclarer clos les travaux de la Conférence, le Ministre a appelé des ses vœux, la mise sur pied du «THINK THANK » adopté à l'unanimité par les participants à la conférence.

FORUM DE LA RÉGION DES GRANDS LACS

NOUS LES PARTICIPANTS A LA CONFERENCE ORGANISÉE PAR UNESCO PEER A NAIROBI LES 29 ET 30 AVRIL 1999 SUR LE THEME « APPROCHE RÉGIONALE A LA GESTION LA TRANSFORM^ATION DES CONFL^ICTS DANS LA RÉGION DES GRANDS LACS »,

APRES AVOIR DEBATTU DES CAUSES PROFONDES DU CONFLIT DANS LA REGION DES GRANDS LACS, DES NOUVELLE FORMES DE SECURITE POUR TOUS AINSI (UL, DE LA CO-OPERATION ET DE L'INTEGRATION RÉGIONALE POUR UNE QUE

PAIX 1;T UNE SECURITE DURABLES,

AVONS PRIS LA RESOI,UTION COLLECTIVE DE NOUS CONSTITUER EN GROUPE D1•. REFLEXION EN VUE DE: POURSUIVRE LES OBJECTIFS CI-APRES

1 PROMOUVOIR UNE NOUVELLE PENSES ET UNE NOUVELLE APPROCHE A LA RESOLUTION DES PROBLEMES

2 INS"[AURER UN CONSENSUS PARMIS LES INTELLECTUELS, LES CHERCHEURS, LES UNIVERSITAIRES, LES PROFESSIONNELS DES M^EDIA, AINSI QU'UNE COMMUNAUTÉ DE VUE ET DE COMPREHENSION ENTRE EUX.

3 CONSEILLER LES AUTORITÉS DE LA RÉGION SUR VOIES ET MOYENS D'ABORDER LES QUESTIONS LES PLUS URGENTES.

4 - CONSTITUER UNE BASE INTELLECTUELLE POUR PERMETTRE DE PROMOUVOIR LA CULTURE DE LA PAIX DANS LA RÉGION.

5 S'OUVRIR A D'AUTRES PERSONNES INTERESSEES. **MECANISMES**

• MISE EN PLACE D'UN RÉSEAU RÉGIONAL AU NIVEAU DES O N G ET DES COMMUNAUTES A LA BASE.

• ÉTABLISSEMENT DE RELATIONS ENTRE LES RÉSEAUX ET INSTITUTIONS EXISTANTS NOTAMMENT LES RÉSEAUX UNIVERSITAIRES PARMIS LES

UNIVERSITÉS DE LA RÉGION. • COORDINATION DES TRAVAUX

MODALITES

- MENER LA RECHERCHE OPERATIONNELLE SUR LES SUJETS SPECIFIQUES
- PLAIDOYER
- DOCUMENTATION, INFORMATION, DIFFUSION • BASE DE DONNEES
- CONSEILS
- COORDINATION
- DESCENTE SUR LE TERRAIN DANS LES ZONES DE CONFLITS •
- FORMULATION DE PROJETS
- MOBILISATION DES RESSOURCES

CONFERENCE SUR « APPROCHE REGIONALE SUR LA GESTION ET LA TRANSFORMATION DES CONFLITS DANS LA RÉGION DES GRANDS LACS »

Les participants à la conférence tenue les 29 et 30 avril 1999 à Nairobi sur initiative du Programme UNESCO PEER ont discuté des trois thèmes ci-après

ORIGINE ET IMPACT DES CONFLITS DANS LA RÉGION DES GRANDS LACS POUR DE NOUVELLES FORMES DE SECURITE POUR TOUS COOPÉRATION ET INTÉGRATION RÉGIONALES.

Au terme des travaux, la conférence a adopté les recommandations ci-après

RECOMMANDATIONS

- 1 La démocratie, la bonne gouvernance et l'État de droit sont à la base de l'intégration et de la coopération régionales et doivent être défendus et encouragés dans toute la région.
- 2 Bien duc les crises soient spécifiques aux Etats, elles affectent la région dans sa globalité. Toute solution nécessitera une entente régionale. Les questions qui transcendent les frontières - réfugiés et sécurité collective - doivent être harmonisées au niveau national et ensuite transposées à l'échelon régional.
- 3 Nous devons prendre la responsabilité collective d'apprendre à nos enfants leur propre histoire.
- 4 La transformation sociale ne peut devenir réalité que si les causalités sont examinées dans une perspective historique au cours des siècles et dans la mesure où le système éducatif est réformé.
- 5 La société civile doit s'organiser au niveau sous-régional, pour renforcer sa participation dans la recherche de solution pour résoudre les conflits. De même devrait-elle favoriser la participation de la femme dans ce processus.
- 6 Nous soutenons la création d'un Observatoire des Grands Lacs, par le biais duquel seront élaborées les normes de conduite pour le leadership et la gouvernance.
- 7 le réexamen à l'échelle continentale de la Charte et l'application des objectifs de l'OUA et doit continuer à divers niveaux de la société, notamment en impliquant les acteurs Sociaux avec pour linalite de renforcer son caractère opérationnel
- 8 Un appel urgent doit être lancé à l'élite politique de la région pour trouver une solution aux causes profondes des conflits dans la région.
- 9 Il est nécessaire de procéder à un inventaire des causes des conflits dans la région et promouvoir la recherche participative afin de trouver des solutions durables aux plans économique, politique, d'identité culturelle.
- 10 Il est vital de reconnaître que la paix et la sécurité sont des préalables au développement Nous devons réfléchir à de nouveaux concepts de sécurité centrés sur les populations. Cette réflexion doit se faire au plan régional et avec la participation de la société civile.
- 11 Si nous voulons trouver une solution aux causes profondes de l'insécurité, l'une des principales voies serait d'en examiner la source dans nos sociétés : la peur. Peur psychologique, morale, physique ou spirituelle, elle est un sentiment extrêmement complexe. Nous devons atteindre un niveau de

- sécurité qui assure à l'ensemble des citoyens l'intégrité de leur personne, la liberté de pensée et la dignité.
- 12 L'un des fondements de la sécurité à l'intérieur des Etats est le transfert des pouvoirs des organes centraux de l'État vers les communautés locales. Il en résultera dans chaque Etat la participation de l'ensemble de la population aux affaires nationales et la bonne gouvernance, préalables à la sécurité transfrontalière dans la région.
- 1 1 Les populations de la région doivent être informées des retombées concrètes de l'intégration régionale. Afin d'atteindre cet objectif, un efforts soutenu s'impose dans le domaine de l'éducation et de l'information.
- 14 Il convient d'explorer le concept de citoyenneté régionale, et à terme, panafricaine, afin que chacun intègre la notion d'appartenance à la région ou au continent.
- 15 Il est nécessaire d'adopter une approche bidirectionnelle visant à instaurer à long terme le consensus dans la région par le biais (de la société civile et de la collaboration en matière de recherche. 11 est également nécessaire de déployer des efforts urgents pour amener les gouvernements et les autorités actuelles à reconnaître les avantages communs de l'intégration.
- 1 6 La région dispose d'une base culturelle commune qui mérite d'être revalorisée par la recherche, la promotion de l'utilisation d'une langue commun, ainsi que par des actions concertées dans tous les domaines, particulièrement dans celui de l'éducation à la paix. Au nombre des autres initiatives à caractère régional qui méritent d'être encouragées figurent la valorisation des sources d'énergie, notamment l'énergie hydroélectrique, l'amélioration du système des télécommunications, ainsi que l'utilisation des nouvelles technologies en vue d'améliorer les échanges entre professionnels
- 17 Au regard des répercussions et des menaces de la mondialisation, il est nécessaire de développer des capacités permettant de protéger et de défendre les ressources de la région.
- 18 L'urgence s'impose. A défaut d'un consensus général, les domaines spécifiques d'intérêt commun dans lesquels une convergence a pu se dégager peuvent servir de point de départ au processus d'intégration.
- 19 Les femmes et les enfants sont les premières victimes des conflits dans la région.
A cet effet, ils doivent être impliqués dans la recherche de solutions, et leur point de vue pris en considération.
- 20 Chaque Etat doit être lié par le respect des Droits de l'homme. De même, tous les Etats de la région doivent condamner l'idéologie de la haine.
- 21 Il faut encourager les Etats de la région à adopter une politique de bon voisinage et de non-agression
- 22 Invitent la tanzanie et l'Ouganda à participer au réseau et à l'initiative commune des Université des pays des Grands Lacs, tendant à mener des recherches sur les questions telles que la bonne gouvernance et la coopération régionale, et proposer des solutions aux décideurs. Invitent l'UNESCO à intervenir en leur nom auprès des bailleurs de fonds